Nouvelles locales du mercredi 29 octobre 2014

@rib News, 29/10/2014 Ï SÃ©curitÃ© - Le ministre de lâ€™IntÃ©rieur a dÃ©menti le contenu dâ€™un rapport du BNUB qu les jeunes affiliÃ©s aux partis politiques et plus particuliÃ¨rement aux Imbonerakure dâ€™Ãªtre lâ€™une des causes de lâ€™in dans le pays. Selon Edouard Nduwimana, sur les 47 chefs dâ€™accusation formulÃ©es contre ces jeunes du parti au pouvoir, seuls 3 sont fondÃ©s puisque les autres ont pour origine les conflits fonciers, les rÃ¨glements de compte, les viols et autres conflits de diverses natures qui ne peuvent pas Ãªtre imputÃ©s au domaine politique.

Il dÃ©plore par lÃ mÃªme les messages de subversion qui sont diffusÃ©s par certaines personnes qui se considÃ¨rent comme des prÃ©dicateurs. Il dÃ©plore Ã©galement le fait que certains politiciens prÃ©fÃ¨rent la guerre mÃ©diatique au lieu d se rendre sur terrain afin de conquÃ©rir lâ€™Ã©lectorat. Il a pourtant apprÃ©ciÃ© le fait que des rapports comme celui-ci aient partagÃ©s avec les autoritÃ©s burundaises au lieu dâ€™Ãªtre envoyÃ©s directement et exclusivement aux Nations Unies. [rtnb/rtr/bonesha/rpa/isanganiro] - Alors quâ€™un nouveau corps sans vie a Ã©tÃ© dÃ©couvert ce mercredi flottant sur le lac Rweru dans la province Muyinga, il Ã©tait prÃ©vu un enterrement cet aprÃ¨s midi des deux corps (celui dÃ©couvert ce mardi et celui qui a Ã©tÃ© dÃ©couvert aujourdâ€™hui), mais cette activitÃ© nâ€™a pas eu lieu alors mÃªme que les tombes avaien creusÃ©es Ã cÃ´tÃ© des 4 autres corps inhumÃ©s au mois se septembre dernier. La raison de nâ€™a pas Ã©tÃ© communiqu officiellement, mais les autoritÃ©s qui sâ€™y Ã©taient rendues ont fait savoir que les ordres de ne pas accomplir cette activitÃ viennent dâ€™en haut. Lâ€™officier de la police judiciaire Ã Muyinga sâ€™est rendu sur place et a constatÃ© que le corps qu aperÃ§u ce mardi a disparu alors que lâ€™autre corps aperÃ§u ce mercredi Ã©tait celui dâ€™un jeune de prÃ¨s de 16 ans qu aurait probablement Ã©tÃ© poignardÃ©. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] - La population de la colline Kirambi de la commune Rusaka dans la province Mwaro vit dans une peur panique depuis quelques jours. En effet, les habitants de cette colline font savoir quâ€™un groupe de personnes armÃ©es de machettes, gourdins, pierres et munies de lampes torches volent dans les mÃ©nages. Ils annoncent que les autoritÃ©s administratives nâ€™ont pas voulu prendre cette question au sÃ©rieux chaque fois quâ€™elles sont sollicitÃ©es par la population. Ils ajoutent mÃªme quâ€™un des bandits qui avait Ã©tÃ© relÃ¢chÃ© par la suite se vante quâ€™il va se faire justice contre ceux qui lâ€™avaient livrÃ©. Le chef de cette colline admet situation nâ€™est pas du tout bonne et ajoute que la population est appelÃ©e Ã faire des rondes nocturnes pour faire face Ã cette situation. Pourtant, lâ€™administrateur de cette commune estime que la situation a Ã©tÃ© maÃ®trisÃ©e. [isanganiro] - AprÃ¨s que le ministre de la SÃ©curitÃ© publique ait annoncÃ© la suppression des barriÃ¨res nocturnes que les habitants de certains quartiers de la ville de Bujumbura avaient installÃ©es pour veiller Ã leur sÃ©curitÃ©, les habitants des quartiers de Ngagara, Mutakura et Jabe sâ€™insurgent contre cette mesure. Ainsi, ils trouvent que depuis lâ€™instauration de ces barriÃ¨re les cas de vols dans les mÃ©nages avaient sensiblement diminuÃ©, voire disparu. Ils trouvent par ailleurs que depuis que ces barriÃ¨res Ã©taient fonctionnelles, personne nâ€™est venue leur demander le motif de cette situation et estiment que les autoritÃ©s, Ã commencer par le ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique, devraient plutÃ´t en savoir le motif avant dâ€™en dÃ© suppression pure et simple. Ils trouvent que la situation va encore une fois Ãªtre hors contrÃ´le et demandent que cette mesure soit rÃ©visÃ©e dans les meilleurs dÃ©lais. [bonesha/rtr/rpa/isanganiro/rtnb] - Un fusil de type Kalachnikov et un kit militaire complet ont Ã©tÃ© dÃ©couverts dans le quartier Birimba de la ville de Rumonge dans la province Bururi le matin de ce mercredi. En effet, trois coups de feu ont Ã©tÃ© entendus dans ce quartier et les forces de lâ€™ordre ont Ã©tÃ© allertÃ©es suite. Ainsi, elles ont encerclÃ© le lieu de retentissement de ces coups de feu mais, la personne qui possÃ©dait ces effets militaires nâ€™a pas Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et a rÃ©ussi Ã prendre le large. [isanganiro/rpa/rtr] Ï Politique - AprÃ¨s la publication listes desÂ membres des Commissions Electorales Communales IndÃ©pendantes (CECI) ce mardi, des critiques continuent de pleuvoir. En effet, le parti SONOVI Ruremesha estime que la Commission Electorale Nationale IndÃ©pendante (CENI) nâ€™est pas Ã mesure de conduire un processus Ã©lectoral Ã©quitable aux yeux de tous les concern Le prÃ©sident de ce parti constate que depuis la reconduction contestÃ©e de Pierre Claver Ndayicariye et de son porte-parole Prosper Ntahorwamiye, les choses nâ€™ont jamais bien marchÃ©. DÃ©o Ndayishimiye estime que le processus Ã©lectoral devrait voir la participation de tous les concernÃ©s dâ€™une maniÃ¨re libre et Ã©quitable. Mais, il trouve que les la mise en place des CEPI et CECI a Ã©tÃ© un fiasco puis que les membres de ces commissions ont Ã©tÃ© choisis dâ€™une maniÃ¨re Ã ne satisfaire quâ€™au parti CNDD-FDD ainsi que les partis politiques et organisations de la sociÃ©tÃ© civile qui lu sont dÃ©volus. Ainsi, il conclut que le processus Ã©lectoral est mal engagÃ© et que par consÃ©quent on ne peut pas sâ€™att Ã ce quâ€™il accouche de miracles. [bonesha/rpa/rtr] - Les partis politiques de lâ€™opposition et certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile de la province de Bubanza dÃ©noncent la mise en place des CECI. Ils estiment que cette opÃ©ration des CEPI nâ€™a pas respectÃ© la condition et la situation de chaque parti politique ou organisation sur terrain. Ils relÃ¨vent par ailleurs la prÃ©sence des Ã©lÃ©ments qui ne rÃ©sident pas dans les communes oÃ¹ ils sont nommÃ©s comme membres des CECI. Pire encore, le cas dâ€™une personne qui est en mÃªme temps membre de la CECI Gihanga et la CECI Cibitoke dans la mairie de Bujumbura alors quâ€™elle ne rÃ©side que dans la commune urbaine de Gihosha. De son cÃ´tÃ©, le prÃ©sident la CENI trouve quâ€™il ne sâ€™agit pas de contestation de la CENI en soi mais dâ€™une insatisfaction de la part de certains politiques ou organisations. Selon Pierre Claver Ndayicariye, il nâ€™est pas facile de choisir les membres des CECI et CEPI alors que les places sont limitÃ©es avec un effectif Ã©levÃ© de dossiers. [isanganiro] - Le parti MSD dans la commune de Bugendana dÃ©nonce ce quâ€™il appelle intimidation Ã lâ€™encontre de ses membres dans cette commune. En effet, une cr en provenance dâ€™une des tombes des personnes tuÃ©es Ã Bugendana en 1996 en pleine crise a Ã©tÃ© retrouvÃ©e plant devant la permanence de ce parti dans cette commune. Le reprÃ©sentant de ce parti dans cette commune trouve quâ€™il sâ€™agit dâ€™une provocation et dâ€™une intimidation et accuse les membres du parti au pouvoir dans cette commune que sont eux qui ont fait cela avec Ã leur tÃªte le conseiller de lâ€™administrateur chargÃ© du dÃ©veloppement, mais ce dernier n toutes ces accusations. Lâ€™administrateur communal de Bugendana de sa part fait savoir quâ€™il va tenir trÃ¨s prochaineme une rÃ©union de sÃ©curitÃ© pour calmer la situation. [bonesha] Ï Justice - Le Forum pour la Conscience et le DÃ©veloppement (FOCODE) dÃ©plore le manque de clartÃ© dans les arrestations des pasteurs rwandais au Burundi ces derniers jours. Lors dâ€™une confÃ©rence de presse animÃ©e par le prÃ©sident de cette association de la sociÃ©tÃ© civile

burundaise, Pacifique Nininahazwe estime quâ€™il est difficile de dÃ©terminer le degrÃ© dâ€™atteinte Ã la sÃ»retÃ© de lâ€™
reprochÃ©e Ã ces pasteurs qui, pour la plupart, affirment avoir un message pour le chef de lâ€™Etat burundais et certaines autres hautes autoritÃ©s. Il trouve par ailleurs que cette animositÃ© qui caractÃ©rise ces arrestations peut avoir une incidence sur la tranquillitÃ© des burundais qui rÃ©sident au Rwanda si lâ€™on y prend pas garde. Il demande tout au moins quâ€™une explication ostensible soit donnÃ©e quant au vrai motif de ces arrestations. [isanganiro/rpa/bonesha/rtnb/rtr] - Lâ€™Association pour la Protection des droits des DÃ©tenus et de la Personne Humaine (APRODH) dÃ©nonce le manque de clartÃ© dans le traitement des dossiers des personnes qui devraient bÃ©nÃ©ficier de la grÃ¢ce prÃ©sidentielle dÃ©cidÃ©e au de juillet dernier. Selon Richard Nimubona, chargÃ© de coordination au sein de cette organisation de la sociÃ©tÃ© civile burundaise, il y a pas mal de personnes ayant bÃ©nÃ©ficiÃ© de cette faveur alors quâ€™elles ne remplissaient pas les conditi exigÃ©es. De mÃªme, il trouve que dâ€™autres nâ€™en ont pas bÃ©nÃ©ficiÃ© alors quâ€™elles remplissaient bien les cond dÃ©terminÃ©es. Il demande que ce dossier soit rÃ©Ã©tudiÃ© afin que les personnes rÃ©ellement visÃ©es en soient les premi bÃ©nÃ©ficiaires. [isanganiro]